

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

L'INTERDICTION DES MOTOS-NEIGE DANS LE PARC NATIONAL

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Étant donné que le président de la Commission de la capitale nationale a interdit aux amateurs de motos-neige de circuler sur le territoire des parcs fédéraux et considérant la déclaration du ministre d'État aux relations intergouvernementales du Québec à l'effet qu'une décision a été prise et que le gouvernement canadien devra respecter la politique du Québec eu égard à ces parcs, pourrais-je demander à l'honorable ministre si le gouvernement fédéral a décidé d'accepter la décision prise par le Québec à ce sujet?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, la Commission de la capitale nationale ne relève pas de ma compétence.

En ce qui a trait aux activités à l'intérieur des parcs nationaux, la politique relative aux motos-neige est bien connue.

* * *

LE LOGEMENT

L'ASSISTANCE DES VILLES AUX CONFÉRENCES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

[Traduction]

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre chargé du logement. Étant donné qu'un groupe tenant des assises en fin de semaine a beaucoup insisté sur les problèmes de l'expansion urbaine et la nécessité d'y remédier rapidement et que le ministre a accordé une subvention au groupe inter-cités de Vancouver pour mener à bonne fin la recherche de solutions, le ministre a-t-il maintenant adopté des mesures pour s'assurer que d'autres centres importants du Canada prennent des initiatives à cet égard?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Nous étudions toutes les initiatives de ce genre. Nous pouvons encourager certaines d'entre elles, mais non pas d'autres. La question du député me paraît plutôt générale, mais j'en discuterai volontiers avec lui dans le privé s'il lui semble que l'essentiel de sa question m'a échappé.

M. Alexander: Pour en venir à ce facteur précis, étant donné que le même groupe...

Une voix: Quel groupe?

M. Alexander: ...a suggéré que des villes participent à des conférences fédérales-provinciales, le ministre songe-t-il à pressentir ses homologues provinciaux à ce sujet?

L'hon. M. Andras: Nos vues sont déjà très nettes sur ce point. En fait, il y a eu des entretiens non officiels avec divers ministres provinciaux pour tâcher de les amener à favoriser les pourparlers tripartites. Cette attitude n'a pas changé.

M. Baldwin: Vous devriez y envoyer Hellyer.

[L'hon. M. Côté.]

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Le ministre voudrait-il profiter de l'occasion pour répondre à une question que lui avaient adressée pendant qu'il parlait les députés de l'arrière-ban qui voulaient savoir s'il s'agissait de libéraux?

MONTRÉAL—POURPARLERS AVEC LES AUTORITÉS PROVINCIALES EN VUE DE REMÉDIER À LA PÉNURIE DE LOGIS

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre responsable du logement.

Étant donné la situation d'urgence créée à Montréal dans le domaine du logement par la démolition prévue de près de 4,000 habitations pour la construction de l'auto-route est-ouest, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a entamé les discussions avec les autorités provinciales en vue de remédier à cette situation critique et quelles décisions ont été prises à ce sujet?

M. l'Orateur: Il me semble que cette question a été posée il y a quelques jours. Si je me trompe, l'honorable ministre pourra peut-être y répondre.

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): J'avais, il y a quelques jours, mentionné quelques faits et chiffres à ce sujet. Toutefois, je vous répète—et il s'agit d'une réponse générale—que nous nous consultons à propos de cette affaire. Nous avons affecté des fonds considérables à de nouvelles mises en chantier dans la ville de Montréal. Nous sommes conscients de la situation décrite par le député et nous collaborerons à fond avec le gouvernement provincial afin de tenter de soulager cette détresse.

M. Valade: Si j'ai adressé ma question au ministre c'est afin de m'assurer que tous les moyens qui s'imposent seront pris et que les gens et les familles qu'on doit déplacer trouveront de nouvelles maisons avant de déménager.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA VENTE DE LA RYERSON PRESS À UNE MAISON AMÉRICAINE

M. John Burton (Regina-Est): Je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Compte tenu des nombreuses démarches faites auprès du gouvernement à propos de la vente de la Ryerson Press à McGraw Hill, le gouvernement a-t-il engagé des pourparlers à ce sujet ou bien envisage-t-il de prendre des mesures permettant de maintenir cette société sous contrôle canadien?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député reconnaîtra, j'en suis sûr, que cette question a déjà été posée exactement en ces termes à maintes reprises. Mais, si je m'abuse, le ministre ou le premier ministre peut vouloir y répondre.

M. Burton: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. On a présenté de nouvelles instances à cet égard ces jours derniers et je pensais que le premier ministre pourrait vouloir faire des observations à ce sujet, notamment en ce qui concerne celles émanant de la convention libérale.